L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. | NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 3 AOUT 1881. | 54me Année.

Badlam, Bonnet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI, 3 AOUT 1881.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

VENTES DE CE JOUR.

Par A. N. Viaut, constable, à une entrepôt No 92 Passage de la Bourse, un lot de meubles.

Un troisième projet sur le Département de l'incendie.

Nous avons analysé fidèlement les deux premiers projets de M. Fagan pour la réorganisation du département de l'incendie dans le but de la convertir en un département salarié, et nous sommes obligé de convenir que ces deux premiers projets n'ont adduit que très peu de monde. Mais on voici un troisième qui peut-être aura plus heureux. Avant de le présenter à nos lecteurs, nous ferons observer qu'une des principales raisons invoquées en faveur du changement était la raison d'économie. Or, c'est justement la raison d'économie qui a paru occuper la moindre place dans les projets de l'administrateur du commerce. Elle y occupe si peu de place qu'un autre administrateur, partisan de cette réforme, a répondu à ses collègues qui ne partageant pas ses vues, que leur même qu'il faudrait augmenter les taxes, on ne devrait pas reculer devant cette nécessité, attendu que les taxes sont aujourd'hui légères et faciles à payer.

Cette assurance est vraiment extraordinaire quand on sait que l'année dernière les taxes ont été portées au double de la limite constitutionnelle et à six mille de plus que la limite fixée dans la loi de 1876. Cette assurance est encore extraordinaire en ce que cet administrateur doit savoir que les taxes de l'année prochaine dépasseront encore celles de cette année, et que nous nous acheminons d'un pas rapide vers un régime d'impôt juste au niveau de celui que nous subissons sous le régime radical. Enfin cette assurance est d'autant plus surprenante qu'il est dit encore plus de $800,000 sur les taxes de cette année. Cela ne prouve donc pas qu'elles sont légères et faciles à payer.

Cela posé, voyons si le troisième projet, qui s'occupe principalement du détails d'organisation sans donner aucune idée bien précise sur les frais ou sur la valeur affective d'un département salarié, sera, sous ces deux rapports, préférable au département actuel. On en jugera par l'analyse suivante, car en cette affaire nous remplissons avant tout le rôle de rapporteur, *jusqu'à nouvel ordre, bien entendu.*

Le Conseil de ville autoriserà l'administrateur du commerce à faire annoncer, pendant vingt jours qu'il recevra des propositions cachetées pour l'extinction des incendies dans le premier, le second, le troisième et le quatrième district de la ville pour le terme de cinq ans, à partir du 15 décembre prochain.

Le département de l'incendie consistera en un ingénieur en chef, deux assistants ingénieurs, un capitaine, deux hommes préposés aux tuyaux, un conducteur, un surveillant ou watchman, et trois hommes additionnels pour chaque machine à vapeur, et un capitaine, un conducteur, et six hommes additionnels pour chaque compagnie de croc et d'échelles.

Le contracteur sera requis de fournir treize machines à vapeur et voitures, dont douze seront toujours pleinement équipées et prêtes pour le service, la treizième devant être tenue en réserve en cas de besoin, avec 1000 pieds au moins de tuyaux de la meilleure qualité et un nombre suffisant de chevaux et de harnais, le tout en bon état de service. Il devra encore fournir quatre compagnies de croc et d'échelles, quatre voitures de première classe avec toutes les améliorations modernes, et les avoir prêtes en tout temps pour répondre aux besoins du service. Le chef et ses assistants seront nommés par le contracteur, avec l'approbation du Conseil; le chef sera son siége officiel au bureau du télégraphe d'alarme, et les assistants demeureront dans une case à pompe désignée dans leurs districts respectifs.

Toute la force du dit département salarié sera nommée par l'entrepreneur et postée dans les diverses cases à pompe, de manière à répondre jour et nuit à l'appel sans délai. Les hommes porteront un uniforme et auront des pouvoirs de police.

Le chef et les assistants-ingénieurs, les capitaines et tous les autres hommes engagés dans le dit département, recevront au moment de leur nomination un warrant ou certificat attestant le fait. Ils auront droit à exercer tous les pouvoirs attachés à leurs places et posséderont tous les pouvoirs de police nécessaires.

Il sera du devoir du dit chef de faire au conseil de ville un rapport trimestriel sur tous les incendies, sur le montant des pertes éprouvées et sur la cause ou l'origine des feux. Il fera également un rapport trimestriel sur la situation générale du département.

Il sera du devoir du chef ou de ses assistants et capitaines en cas d'alarme, de se rendre immédiatement au lieu signalé, de porter avec eux une marque distinctive de leur charge, et de faire mettre les pompes ou autres appareils dans les positions les plus favorables pour l'extinction du feu et aussi pour la démolition des bâtisses, si la nécessité le requiert. Ils maintiendront l'ordre dans tous les mouvements des compagnies et auront le droit de passer dans toutes les rues de la ville. Toute personne faisant infraction aux pouvoirs délégués à l'ingénieur en chef ou à ses assistants, capitaines et autres membres du département, sera passible d'arrestation, d'une amende de $5 à $25 ou plus, et d'un emprisonnement de trente jours au plus, toutes pénalités sujettes à la décision du recorder du district où le feu aura eu lieu.

Le contracteur ou l'ingénieur en chef ou, en leur absence, l'assistant, aura seul le commandement sur tous les autres membres du département en cas de *feu*, et il prendra toutes les mesures convenables pour l'extinction des incendies, le maintien de l'ordre et l'exécution des lois, ordonnances et règlements y relatifs.

Tous les employés auront au moins 18 ans. Il ne leur sera pas permis de rester ailleurs ou de perdre leur temps dans les cases à pompe ou dans le voisinage.

La ville de la Nlle-Orléans fournira toutes les cases à pompe nécessaires au département, et le dit entrepreneur aura soin de les tenir toutes en bon état de réparation et de les rendre à la ville, lorsque son contrat aura expiré, en aussi bon état qu'elles se trouveront au moment où il en aura pris charge.

Immédiatement après l'adoption de cette ordonnance, le maire nommera un bureau de commissaires de feu, qui sera composé de lui-même, comme président ex-officio, de deux membres du Conseil de ville, de trois présidents de compagnies d'assurance et du président de la Bourse ou autre, qui auront plein pouvoir de faire toutes lois et tous règlements nécessaires pour le gouvernement du dit département, le service des machines, la direction des hommes, et qui jugeront toutes les affaires ou un règlement aura été violé. Ils seront autorisés à renvoyer du service quiconque en sera violé les lois ou les règlements.

Au moment de signer le dit contrat, l'entrepreneur ou le contracteur fournira au maire, en faveur de la ville, un cautionnement de $100,000, avec garanties à la satisfaction du Conseil, pour l'exécution fidèle de ses devoirs et de toutes les conditions requises par le contrat.

Bien que nous ayons résumé ce nouveau projet d'ordonnance, nous en avons présenté fidèlement tous les traits principaux, et nos lecteurs pourront le juger en pleine connaissance de cause. Il vaut mieux que les précédents en ce que la composition du Bureau des commissaires, parmi lesquels se trouveraient trois présidents de compagnies d'assurance et le président de la Bourse au coton, offrirait plus de garanties pour l'indépendance politique du département, et cette considération est précieuse. L'avancement des pompiers et leur soumission à un régime presque militaire devraient, ce nous semble, assurer aussi un service prompt, exact, par conséquent efficace et économique. Mais, malgré toutes ces présomptions, en sera-t-il ainsi? Nous n'en avons pas la certitude, et nous le regrettons. Pour l'économie, nous ne voyons pas qu'il pût coûter un cent de moins, si toutefois il ne coûtait pas davantage.

Le chemin du Pacifique.

Du côté du Sud-Est, ce chemin est à peu près achevé et on bon ordre jusqu'à l'embranchement de Baton-Rouge à partir de la Nlle-Orléans; ce qui fait une distance de 90 milles. De là à Ouest-Baton-Rouge, il y a huit milles de route ferrée dans le meilleur état. On compte 35 milles encore à construire entre ce point et Alexandrie et 100 milles d'Alexandrie à Shreveport, moins les 30 milles de Shreveport à Mansfield, qui sont ferrés. Toute cette distance est nivelée dans la ligne que le chemin de fer suivra, moins quelques points de peu d'importance pour l'étendue.

Il n'y a donc plus qu'à poser des rails et cela fait, l'exploitation de cette grande ligne pourra commencer sans délai. On calcule que l'inauguration aura lieu au mois de décembre ou qui est un peu plus tard qu'on ne l'avait dit. Mais, dans le contruction de travaux aussi étendus, on peut bien se tromper de quelques quatre ou cinq semaines.

Nous avons dit que du côté du sud-est, ce chemin était à peu près achevé et l'expression est exacte, attendu qu'il y a encore des rails à poser d'un point au-dessus de Westwego jusqu'à Mac Donoghville, où sera la gare du chemin de fer de Baton-Rouge en face de la rue Thalie sur la rive gauche du fleuve.

En attendant que la ligne soit achevée, la compagnie se servira, jusqu'à un certain point, du chemin de Morgan qui a été loué par elle jusqu'au 1er octobre. Ainsi, cette même compagnie use pour le moment du débarcadère du ferry Morgan, qui est devant la rue Esplanade.

Au moyen de steamers, le chemin de Baton-Rouge correspondra avec le chemin d'Ouest-Feliciana et avec le chemin de Clinton et de Port Hudson. Ces chars de la compagnie sont, du reste, élégants et confortables et font bonne figure à l'œil. Ils offrent aux voyageurs tous les agréments désirables; ils ont, en outre, une marche rapide. Les officiers de la compagnie disent que bientôt, très certainement, le temps du trajet pourra être réduit à quatre heures, et nous ne doutons pas qu'on n'atteigne à cette rapidité.

(*Correspondance.*)

Vermillionville, le 30 juillet 1881.

MM. les Editeurs de l'ABEILLE,
Nouvelle-Orléans.

J'arrive du Lac Arthur où m'attendait un bien triste spectacle; celui des orangeries que j'ai vu dernier à bien cruellement traitées. A la place de ces beaux arbres, nagueres si verts, ployant sous le poids d'une riche récolte d'oranges, on ne voit plus qu'un mélange de branches sèches à travers lesquelles des feuilles chétives et maladives cherchent à se frayer un passage.

De gros oranges sont complètement mortes. Quelques-une reposent au ras du sol. Les orangeries les mieux soignées ont le plus souffert, ayant été arrosées et plus vigoureuses, par la gelée.

Quelques orangeries ont été, en apparence, moins maltraitées. Néanmoins, le peu de fleurs qui ont paru au printemps, sont tombées. De sorte que, sous exagération, on peut dire que, cette année, la récolte d'oranges sera nulle en Louisiane.

Quant aux pauvres animaux des prairies, n'ayant pour toit qu'un ciel brumeux et pour litière que la terre froide et humide, ils ont payé un rude tribut à l'hiver. Un voyageur m'a dit: "L'an dernier, j'ai marqué neuf veaux. Cette année, j'en marque trente."

Les pertes dans les chevaux a encore été aggravé par une longue sécheresse qui a paralysé les récoltes de maïs, riz et coton. Mais d'abondantes caddes sont enfin venues ranimer la végétation et par là, l'espoir des gaîtriseurs.

Je profite de cette occasion, Messieurs les Editeurs, pour vous signaler un fait qui bien des personnes ont observé depuis plusieurs années. Je veux parler de l'effrayante diminution du poisson dans ce cours d'eau de la Louisiane.

Que l'empoisonnation de la population ait décimé le nombre des lignes de pêche, c'est un fait inexplicable.

Mais il est une cause qui domine les autres; c'est l'empoisonnement du poisson par les eaux qui filtrent des autres une ignigeuse destruction. Les Américains le nomment "Garlish"; les créoles, "poisson Armé." Le nazare, en effet, l'a parfaitement armé. Sa tête dure comme du bronze en normine par un museau en "Bec" fort et allongé qui contient de nombreuses dents meurtrières. Dans un de ces becs j'en ai compté environ six cents. La forme de ce poisson est ronde et allongée, ce qui explique la merveilleuse rapidité de son élan. Quand on a une fois aperçu une telle bête, on ne l'oublie jamais. Ses plus grands que j'ai pris étaient de 5 pieds. Sa chair étant à peine mangeable, on cherche rarement à le prendre. Pour en tirer parti, il faut l'écailler. On ne peut y parvenir qu'en lui ouvrant le dos avec une hache. A chaque coup, jaillissent des étincelles, comme si l'on frappait sur un bloc de silex.

Voilà l'poisson qu'il faut combattre.

Les autorités de la Louisiane viennent de passer de sages lois pour la protection du gibier. Pourquoi n'en pourrait-on pas pour celle du poisson? Dans l'Inde on met à prix la tête du tigre; en Afrique celle du lion. En Europe et en Amérique on récompense celui qui tue un loup. Pourquoi ne pas récompenser celui qui tue un poisson armé?

Mes chers lecteurs, je vous quitte, en plaçant sous votre protection un chef-lieu de canton de la partie méridionale d'un "Bec" de ce poisson, coté à 3 ou 4 pouces de long extrémité, en diminuant graduellement de pointe. Cela contribuera quelque second à l'Etat, supposons dix mille becs pour un. Mais nous n'en pensons pas moins à nous engager.

Bientôt, les Etats voisins du Texas, Mississipi, Alabama et Floride qui doivent souffrir de même mal, prendront des mêmes mesures. De sorte qu'en peu d'années, le bec en croc, dans enfant, du même grand démon diminué.

J'aperçois ici, Messieurs les Editeurs, un sujet nouveau. Je ne m'abuse pas sur la stupidité de ce dernier si quelqu'un ne donne la pointe de la lime, il provoquera peut-être l'hilarité. Quant à moi, je le considérerai comme méritant l'attention des personnes sérieuses qui ont à cœur l'intérêt de leur pays.

Sur ce je prends congé en vous renouvelant, Messieurs les Editeurs, l'assurance de ma parfaite considération.

J. B.

German Gazette.

German Gazette.—Cet excellent journal, organe de notre population allemande, a achevé hier sa trente-quatrième année. C'est un âge respectable et auquel très peu de journaux peuvent atteindre. C'est une occasion d'adresser nos félicitations sincères à ceux qui le dirigent et qui l'écrivent et nous le saisissons avec plaisir. La Gazette allemande est rédigée avec talent et toujours dans un sens favorable aux vrais intérêts du l'Etat et de la ville; c'est ce qui explique tout à la fois et sa longue prospérité et l'estime dont elle jouit dans la presse périodique de cette ville. Nous souhaitons à nos très chers confrères que cette prospérité se maintienne indéfiniment.

Une nouvelle infirmerie.

Les administrateurs du Fonds Touro ont choisi un emplacement magnifique pour la construction d'une nouvelle infirmerie. Cet emplacement est situé rue Prytanée où il occupe 280 pieds de façade sur 450 pieds de profondeur du côté de la rue Colyade, à un tiet de l'Avenue de la Louisiane. Un espace pareil permettra de donner à l'infirmerie tous les développements désirables, et les administrateurs peuvent y consacrer une somme de $70,000. On dit que l'édifice sera un des mieux combinés des Etats-Unis, comme hôpital, et que le plan qui a été adopté, et qu'on suivra prigoureusement, contribuera d'une manière très brillante à l'embellissement de la ville. Cet édifice n'est pas un projet, c'est déjà une réalité, car les fondations sont posées et les murs d'enceinte sont en voie de construction sur les quatre faces du plan.

Papeterie de coton.—Nous avons reçu de MM. W. E. Farrell et Harron Bocages de Philadelphie, des échantillons de 506 et 510, des échantillons de papier de coton provenant de leur fabrique. Ces échantillons sont de nuances variées et ne peuvent manquer de devenir bientôt d'un usage général, d'autant mieux que la surface de ce papier est fort unie et peut recevoir à toute espèce d'écriture. Nous faire mouvoir leurs plumes avec la plus grande facilité.

Nouvelles Télégraphiques.

FRANCE.

La mémoire d'Offenbach.

Paris, 30 juillet.—Un banquet auquel assistaient plusieurs journalistes et littérateurs a eu lieu hier soir à Saint-Germain, au pavillon Henri-Quatre pour fêter l'inauguration du buste d'Offenbach, œuvre de M. Francomchi. On a choisi le pavillon Henri-Quatre, comme lieu de réunion parce que c'est là que le compositeur parisien a écrit sa dernière partition, celle des "Contes d'Hoffmann."

L'Exposition d'électricité.

Paris, 30 juillet.—L'ouverture de l'Exposition d'électricité a été remise au 11 août.

ANGLETERRE.

Les machines infernales.

Londres, 30 juillet—D'après le Daily Telegraph, le gouvernement anglais aurait qu'il ne faut attacher que peu d'importance à la dépêche annonçant que les machines ont été construites à Péoria, Illinois. Les autorités connaissent, sur la construction et l'envoi de ces engins meurtriers, certains détails qu'elles ont communiqués au gouvernement américain.

Le land bill.

Londres, 30 juillet—Le land bill a été voté à la Chambre des Communes, après une troisième lecture, par 220 voix contre 14.

A la Chambre des Lord, le "land bill" est arrivé en première lecture vendredi à 11 heures du soir.

La seconde lecture aura lieu mardi, d'après le Standard. Le loi sera soumise jeudi à la commission, et l'on espère que les débats seront terminés vendredi.

AUTRICHE.

Une visite impériale.

Vienne, 30 juillet—L'empereur a fait visite au comte de Chambord à sa résidence de Vienne.

ALLEMAGNE.

Service des steamers.

Hambourg, 30 juillet—La compagnie de navigation Hamburg-américain fera partir deux steamers par semaine, au lieu d'un, pour New York.

Menaces à Bismarck.

Berlin, 30 juillet.—Le "Gazette de l'Allemagne du Nord" insérme en premier article une lettre portant le timbre de Hambourg, et contenant des menaces contre le prince de Bismarck, à qui elle est adressée. Le journal officiel cette lettre à quelque individu faible d'esprit, agité par les attaques de la presse progressiste. Celle-ci se montre indignée de la publication de cette lettre qu'elle considère comme une manœuvre électorale, dans le genre des précédentes, consistés crédit en France par la police de Napoléon III au moment des élections.

Les terroristes en Russie.

Saint-Pétersbourg, 30 juillet.—Toutes les maisons appartenant à des israélites ont été dé-ruites dans les villages de Berispol et de Strigan, gouvernement de Poltava. Les troupes ont fait feu sur les assaillants, en ont tué quatre et blessé deux.

Saint-Pétersbourg, 30 juillet. — Le bruit court qu'on a découvert dans le département de la marine des fraudes gigantesques auxquelles le nom du grand-duc Constantin se trouve mêlé. On dit aussi que le grand-duc avait trempé plus ou moins directement dans le complot qui a abouti à l'assassinat d'Alexandre II.

Un prétendu complot de dynamite.

Londres, 30 juillet—Un paquet de dynamite a été trouvé derrière la fournaise de l'usine Hadfields Steel Works à Glasgow. Il aurait suffi pour détruire toute l'usine. La police cherche à tirer la chose au clair, mais on croit généralement que la dynamite, dont on fait usage à l'usine, est tombée là accidentellement.

Le traité de l'opium.

Londres, 30 juillet—Le secrétaire de la société pour la suppression du trafic de l'opium avait écrit au gouvernement chinois pour expliquer les vues de la société. Le gouvernement de l'Céleste-Empire lui répondit en substance: "Le traité de l'opium est un sujet sur lequel l'Angleterre et la Chine ne seraient jamais tomber d'accord. La Chine envisage toute la question à un point de vue moral et l'Angleterre à un point de vue fiscal.

Le gouvernement chinois reconnaît la nécessité de faire d'énergiques efforts pour arrêter l'invasion de l'opium qui menace d'inonder tout le pays. Le nouveau traité avec l'Amérique, qui contient une clause prohibitive, donne lieu de croire que de larges principes de justice et de bon sentiments d'humanité règneront dans les Traités relatifs de la Chine avec les puissances européennes."

L'"Amérique" dans la Manche.

Londres, 30 juillet—Le steamer de la Compagnie transatlantique *Amérique*, capitaine Bonfils, parti de New York le 20 juillet, a été signalé au large du Lizard.

Les agences F. Wyman ont reçu la nouvelle que le steamer *Amérique* a été abordé dans la Manche par un navire inconnu. Le navire a été endommagé, mais il a pu continuer sa route. Le steamer est attendu à Liverpool aujourd'hui. Il a à bord 1,000 passagers. Le capitaine Bonfils a été blessé, mais non dangereusement. Un passager a été tué et plusieurs autres ont été blessés. Les passagers ont été transbordés sur le steamer *Arizona* de la ligne Guion, qui a continué son voyage vers Liverpool.

—Le soleil brûle et le cocher du fiacre est ivre à ne pas se tenir debout; on que voyant, il prend un chevreux par la bride et les emmène en disant:

—Le pavé est trop glissant, il faut que je les fasse ferrer à glace!

Il les conduit gravement chez un maréchal-ferrant!

La fête du 14 Juillet à Chicago.

Nous lisons dans l'*Union franco-américaine* de Chicago :

Discours de M. Washburn.

Comme nous l'avons promis dans notre dernier numéro, nous donnons ci-dessous la traduction complète du discours prononcé à Chicago le 14 juillet par l'honorable E. B. Washburn, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Paris.

Les hautes fonctions diplomatiques remplies par l'orateur et l'éminente position sociale qu'il occupe dans la grande République Américaine entraînaient la valeur de ses banques de sympathie pour la France de la part d'un homme qui peut-être, un jour, occupera la chaise présidentielle.

Mon ami, M. le Président, Mesdames et Messieurs—Je n'assisterai pas de vous adresser la parole dans votre magnifique langue, car mon français pourrait faire rougir le français de mon ami, le maire Harrison.

C'est une tâche agréable qui m'a été donnée de vous faire un discours en ce jour, anniversaire si mémorable et, pour la première fois, j'ai le plaisir de me trouver au milieu des Français, citoyens de Chicago. Neuf années de résidence en France, et cela à une des époques les plus intéressantes de son histoire, ne m'laissé les plus agréables souvenirs du peuple français et de tout ce qui est français. J'ai là, appris à admirer ce peuple, et ma fidélité aux grands principes de liberté, m'a rempli de respect. J'ai toujours été reçu avec la plus grande courtoisie, que je me sois présenté en ma qualité officielle ou non, et mon dernier jour en France m'a laissé le plus doux souvenir de toute ma vie. Indépendamment de cela, je suis allié au peuple français par le plus cher et le plus sacré des liens, car les ancêtres paternels de Mme Washburn étaient des protestants français chassés en Suisse par la révocation de l'édit de Nantes, qui plus tard vinrent s'établir en Amérique.

Les Etats-Unis et la France sont unis par la sympathie la plus vive qui ait jamais existé entre deux grandes nations. Depuis le moment où la première colonie de notre terre promise l'indépendance, la France a tendu une main à notre peuple, elle a versé en abondance le meilleur de son sang et Lafayette, aux côtés de Washington, a vu l'orgueilleux étendard de la Révolution conduit aux pieds de l'Américain.

Mes Américains ne pourront oublier la France. Le plus ardent amour pour cette noble nation emplira toujours leurs cœur.

Il y a aujourd'hui quatre-vingt douze ans que Paris, pressant cette fameuse cité, s'écriait: "La Bastille!" et la Bastille n'existait plus. Et la nuit même le duc de Castlereagh apprenait à l'infortuné Louis XVI que "la Bastille était prise."

Il venait de sonner le glas funèbre de la monarchie.....

Le roi lut bien les yeux demande si "c'était une révolte." "Non, Sire, répondit-il, c'est une Révolution!" Et c'était une révolution. Et à partir de ce jour la Révolution se développa avec une énergie impitoyable qu'aucune force humaine n'aurait pu enrayer. Vous connaissez tous les événements qui se succédèrent à cette époque; événements qu'aucune plume, si féconde qu'elle puisse être, ne pourrait décrire.

Vous êtes réunis aujourd'hui dans un pays lointain, pour célébrer la fête qui tombe en ce moment le gai et brillant Paris. Quand vous pensez à cette fête, votre esprit se reporte à cette redoutable Bastille, aux souffrances et aux plus affreuses tortures que l'on puisse imaginer. Je me rappelle avoir vu dans les archives de *la Bastille* un plan de cette horrible prison. Examinez-le dans cet ordre, vous verrez d'abord de fortes et épaisses murailles, puis des fossés remplis d'eau, puis encore d'autres murailles, et finalement la lugubre seuil pouvait bien renoncer à tout espoir. Aucune cause qui vint motiver son arrestation; aucune idée du sort qui l'attendait; elle subissait une agonie mentale encore mille fois plus terrible que les tortures physiques.

Les clefs de ce sombre et infâme donjon ont été présentées par Lafayette à Washington, et sont aujourd'hui ce qui frappe le plus l'attention des visiteurs de l'historique et fréquentent les embarges de Mount Vernon.

Ce fut le 14 juillet 1789 que la Bastille tomba. Paris se transforma aussitôt en un vaste camp, et les résultats de cet effondrement du despotisme ont confondu et ébranlé le monde entier. On fut le plus grand mouvement populaire qui ait jamais éclaté.

Ici, dans les vastes prairies de l'Illinois, votre âme se porte vers la Belle France en ce jour de sa grande fête, et, avec vos compatriotes dans toutes les autres parties du globe, vous prîtes pour la gloire de votre noble patrie.

Le dernier sanglant aux libertés obtenues par la grande Révolution a été en 1849, quand Napoléon III brisa de ses mains ensanglantés la Liberté qui s'affaissait de régner, marcha, à travers les ruines de Paris, vers le trône d'où il commanda tyranniquement jusqu'en 4 septembre 1870, quand ses guerres injustes dans lesquels Napoléon ayrait lancé la France, et dans laquelle celle-ci perdit deux de ses plus belles provinces, détruit pour toujours la dynastie.

Il serait inutile pour les plus exigeants de nier que jusqu'à ce jour la république n'a pas été le gouvernement le plus stable depuis qu'elle existe, la France n'a eu un gouvernement paraît à celui qu'elle possède maintenant! C'est un gouvernement par le Peuple, et pour le Peuple, ayant à sa tête des hommes d'un patriotisme indiscutable. Il a en maintenu la paix et ordre sans interruption depuis 1871. La France est maintenant un pays de liberté basé sur la loi. Nous avons que ces hommes d'Etat sont d'une nature si élevée que les plus chers intérêts du pays peuvent leur être confiés sans crainte. Ils ne sont pas de ceux qui veulent diriger les grandes affaires de la France, et un homme qui, en disant le Prince de Bismarck lui-même, avant rendu de tels services à son pays qu'il avait droit au plus haut monument qu'un peuple reconnaissant puisse élever à la mémoire d'un homme d'Etat.

Je ne puis terminer ce discours sans profonde émotion, à cause des relations cordiales qui existaient entre nous. En 1877, la France entière pleura en perte. J'étais moi-même un des 900,000 qui suivirent son cercueil au cimetière et dépassé mon tribut de douleur sur sa tombe.

Pas un seul jour ne s'écoula sans que figure chétif Péloquence, l'habileté et le patriotisme fermant une chaîne d'acier entre lui et la France.

Voilà encore Jules Grévy cet excellent président, dont ses ennemis politiques même sont forcés de faire l'éloge.

Beaucoup ont douté et ils pensaient que la république actuelle ne subsisterait pas en France. Ma réponse est: je le crois, car je crois qu'elle a l'appui de la masse du peuple.

Les Orléanistes sont tombés pour ne jamais se relever. Les Légitimistes n'ont ni influence, ni force numérique.

Le peuple français soutiendra le gouvernement républicain aussi longtemps qu'il aura pour chefs des hommes pareils à ceux qui aujourd'hui veillent sur ses destinées. C'est le peuple le plus démocratique et en même temps le plus conservateur qu'il y ait sur la terre. Si les idées de la république se répandent entièrement dans le communisme ou le socialisme, je ne suis dans combien de temps la masse du peuple les conservera. Mais je n'appréhende pas pareil danger.

Une autre grande nation puissa maintenir pendant longtemps un présente forme de gouvernement, basée, telle qu'elle est, sur la loi, la justice et l'égalité.

—Hier soir à pt Ipon, à la frontière belge, une rencontre entre MM. Albert Delpit et Paul Alexis.

Elle était motivée par une lettre offensante adressée par M. Alexis à M. Albert Delpit, à la suite d'une Chronique que ce dernier avait publiée dans le journal Paris.

L'arme choisie était l'épée.

A la première passe, M. Alexis a reçu à travers la main droite un coup qui l'empêche de continuer la lutte. En conséquence, les témoins, d'un commun accord, ont arrêté le combat.

Les témoins de M. Albert Delpit étaient MM. Charles Laurent et Emmanuel Arène, ceux de M. Alexis, MM. de Vernont et Capsese.

—Hier, chez un coiffeur des boulevards extérieurs:

Un jeune singeon s'est fait raser, friser, friser.....

—Monsieur veut de la brillantine sur la moustache, dit-il.

—Sapristi, s'écrie le coiffeur, vous êtes donc déjà décoré aujourd'hui?

—Qui, c'est moi que je viens, la croisée, en mal de cologne de soir!

La fête de la Ste-Henri, 15 juillet, a été célébrée par le parti légitimiste dans de nombreux banquets. L'adresse suivante, adoptée par le parti, a été envoyée au comte de Chambord :

Adresse au roi.

Une est signée dans tous les banquets des arrondissements de Paris le 16 juillet 1881.

Paris, 15 juillet 1881.

" Monseigneur,

" Les maux de la patrie rendent plus cruelle l'épreuve de l'exil; mais ils animent plus étroitement au Roi représentant les Français qui gardent le culte de la foi patriotique.

" Le vieux cri de la fidélité est devenu le cri des consciences outragées, du droit violé, de la liberté mutilée, au nom de la loi, qui, pour être respectée, doit les protéger et les défendre.

" Sous un joug odieux, tout s'ensanglante et tout s'abaisse. Des mains incapables et cupides disposent de la fortune publique et du sang français.

" La terre d'Algérie, ce dernier fleuron ajouté à notre couronne par la monarchie nationale, est menacée. De redoutables ennemis se préparent à la remanger et la sécurité de la France sont compromises, au nom de la République, qui, pour satisfaire aux convoitises, joue nos destinées.

" C'est l'heure de réveiller les énergies et d'exciter les courages. Tout ce qui semble perdu sera sauvé, au nom du Roi, vers qui s'élèvent les vœux ardents de toutes les âmes soucieuses de l'avenir, au nom du Roi, qui nous annonce le triomphe de la justice, le relèvement de l'honneur, le règne de l'honnêteté.

" Unis dans une même pensée de confiance et d'amour, nous déposons aux pieds de Monseigneur l'hommage de notre inaltérable dévouement, de notre profond respect et de notre entière obéissance."

(*Suivent les signatures.*)

Les dimels.—Un duel vient d'avoir lieu sur la frontière espagnole entre M. Jules Barbey, rédacteur en chef du "Républicain du Gers", et M. Georges de Cassagnac, député.

M. Georges de Cassagnac s'était plaint d'un article paru dans le "Républicain" et dans lequel il se trouvait offensé.

L'arme choisie était l'épée de combat avec gant de salle.

A l'issue du combat, le procès-verbal suivant a été dressé par les témoins :

Une rencontre à l'épée a eu lieu à la frontière espagnole entre MM. Georges de Cassagnac, député, et M. Barbey, rédacteur en chef du journal le "Républicain".

Après dix minutes de combat, M. Barbey ayant été grièvement blessé au poignet, le combat a été cesser. Les témoins ont déclaré l'honneur satisfait et signé le présent procès-verbal.

Pont-de-Roi, ce 12 juillet 1881.

Pour M. Félix Barbey :
A. CARRÈRE.
Ch. LISCOCO.

Pour M. G. de Cassagnac :
A. DE CASSAGNAC,
ADOLPHE JOUBERT.

—On écrit de Bonn à la *Gazette de Francfort* :

" Samedi dernier une rencontre au sabre a eu lieu entre deux étudiants, l'un Prussien, l'autre Alsacien. Ce dernier, qui a été blessé à l'œil, a succombé à cette blessure.

" Le vainqueur, étudiant de Kœnisberg, a été félicité par le prince héréditaire de Prusse, qui lui a fait remettre une somme de 150 marks.

" Le vaincu, étudiant de Kœnisberg a été également